

# Bulletin de l'Association des démographes du Québec



## Après Bucarest - quoi?

Helmut Musham

Volume 3, Number 2, Special, 1974

Année mondiale de la population

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305785ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305785ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Association des démographes du Québec

### ISSN

0380-1713 (print)

1925-3478 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Musham, H. (1974). Après Bucarest - quoi? *Bulletin de l'Association des démographes du Québec*, 3(2), 33-38. <https://doi.org/10.7202/305785ar>

Tous droits réservés © Association des démographes du Québec, 1974

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## APRES BUCAREST - QUOI?

Monsieur le recteur de l'Université, M. le président des amitiés culturelles Canada Français - Israël, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Permettez-moi s'il vous plaît, avant de répondre à la question que vous m'avez posée - Après Bucarest, quoi? - de vous remercier d'avoir bien voulu m'accorder l'honneur de délivrer ce soir la première Conférence Irénée Lussier.(1)

J'essayerai de donner ma réponse à la question que vous, M. le directeur du Département de Démographie venez de me poser: Après Bucarest, quoi?

En effet, pendant les 8 semaines qui se sont écoulées depuis la séance de clôture solennelle de la Conférence Mondiale de la Population de Bucarest, dans laquelle un Plan d'Action Mondial fut adopté par acclamation par les représentants de 150 pays qui y avaient été invités par les Nations Unies, pendant ces 8 semaines, la population du monde s'est accrue de 12 millions de personnes - c'est comme si deux Provinces de Québec avaient été ajoutées à notre monde; avant que 12 mois s'écoulent, la population du monde atteindra le chiffre énorme et peut-être effrayant de 4 milliards... et tout ceci, comme s'il n'y avait eu aucune Conférence Mondiale de la population, avec de très érudits documents de base préparés d'avance par les meilleurs chercheurs, des délibérations sérieuses, des discussions animées et des résolutions acceptées à l'unanimité. Mais était-ce, en effet, l'objectif de cette conférence, que d'arrêter la croissance de la population du monde? Serait-ce du tout possible, si tout le monde se mettait d'accord. Serait-ce désirable? Et, finalement, est-ce que tout le monde, ou au moins une majorité des membres des Nations Unies, est convaincu que c'est en effet désirable?

Parmi toutes ces questions il n'y a qu'une seule sur laquelle il ne peut y avoir qu'une seule réponse: personne ne s'attendait à ce que la Conférence de Bucarest allait arrêter la croissance de la population du monde. Et la raison en est claire et simple -

---

(1) Dans le cadre des échanges culturels entre le Québec et Israël, M. Musham est le premier professeur israélien invité par une université québécoise, plus précisément le département de démographie de l'Université de Montréal.  
La présente conférence a eu lieu le 22 octobre 1974 (N.D.L.R.)

et elle constitue, du reste, une des rares contributions de cette Conférence (ou plus exactement des recherches préparatoires) au progrès de la science: les mouvements de la population présentent un phénomène d'inertie qui ressemble beaucoup à l'inertie que nous connaissons en physique. On peut, en effet, prouver qu'une population qui a augmenté rapidement pendant une vingtaine d'années au moins, continuera de s'accroître même si toutes les femmes décidaient, un beau jour, de ne pas avoir plus que deux enfants - ce qui suffiraient, à la longue, pour maintenir la population constante. Donc, même si la Conférence de Bucarest avait décidé d'arrêter la croissance de la population du monde, et si toutes les femmes du monde avaient suivi cet ordre, la population aurait continué à s'accroître. C'est seulement au bout d'une vingtaine d'années que l'effet de la limitation des naissances se ferait sentir dans toute sa vigueur. A cause de cette inertie, personne ne pouvait s'attendre à un effet foudroyant de la Conférence de Bucarest.

Et qu'en est-il des autres questions que je viens de mentionner? Les délégués qui s'étaient rassemblés à Bucarest, jugeaient-ils qu'un arrêt de la croissance de la population du monde serait utile ou désirable? Je regrette, je dois vous rapporter que les très honorables délégués ne se sont point souciés du sort de la population du monde. Chacun d'eux n'a pensé qu'aux problèmes de son propre pays: l'Argentine - à ce les organisations internationales viennent à l'aide des pays qui reçoivent des immigrants pour leur faciliter l'absorption de ces immigrants; les pays d'Afrique centrale - que l'action des organismes internationaux soit renforcée dans le domaine de la lutte contre les maladies infectieuses, la malnutrition, et la mortalité infantile; d'autres pays Africains - qu'on interdise à l'Afrique du Sud d'essayer de changer la composition ethnique de sa population à l'aide de l'immigration sélective; et l'Inde - qu'on vienne à son secours pour limiter les naissances... Mais la population du monde - personne, sauf les délégués de certains petits pays comme le Danemark ou les Pays Bas et quelques hommes de science qui se trouvaient dans l'audience - personne n'y pensait.

Les organisateurs de la conférence avaient, tout de même, fait un effort très louable de mettre à la disposition des congressistes tout ce qui leur aurait permis de prendre une attitude à ce sujet. Les indéniables faits y étaient très clairement présentés: pendant la presque totalité de son histoire et de sa préhistoire - de quelques centaines de milliers d'années, - le taux moyen de l'accroissement de la population du globe était pratiquement nul, car s'il ne l'avait été, la loi de la croissance exponentielle, ou si vous préférez des intérêts composés, aurait depuis longtemps causé une "explosion de la population". Et comme notre monde est limité, tout accroissement sensible de la population ne peut être qu'un épisode de très courte durée en comparaison avec les milliers d'années que l'humanité a déjà vécus et d'autres milliers que je me permets de lui souhaiter encore. En effet, si l'homme a décidé de continuer à habiter ce monde pendant des siècles et des millénaires il est

forcé de s'accomoder avec un taux d'accroissement pratiquement nul - comme il l'a fait dans le passé.

Mais quelle est la durée de cet épisode pendant lequel nous pouvons nous permettre une "explosion de la population"? Quelle est la limite, en termes de chiffres, qui s'impose à la population du monde? Qui se risquerait de prendre parti sur ce sujet? Il paraît, par exemple, que les possibilités de production de denrées alimentaires nous laissent encore une assez large marge: même sans détourner les eaux qui inondent le Bangla Desh vers les régions entre le Sahara et la jungle africaine qui souffrent de la sécheresse, le globe pourrait nourrir une population dix fois plus grande que celle qui existe aujourd'hui. Il est vrai que ceci nécessiterait des investissements énormes dans la construction de barrages, de machines agricoles, de services de transport; des changements dans les habitudes diététiques, la distribution de la population à l'intérieur des pays et peut-être même entre différents pays; le déboisement de forêts - et non seulement au Canada et la destruction d'autres éléments de la flore naturelle. Tout ceci est difficile à imaginer.

Les réserves en matières premières non-renouvelables, c'est-à-dire surtout les métaux et les carburants sont encore plus difficiles à apprécier, parce que trop peu est connu au sujet des possibilités de recyclage et de remplacement de celles qui deviennent rares par d'autres qui apparaissent aujourd'hui peu utiles ou rudement chères.

Les limitations les plus rigoureuses à l'accroissement de la population du globe semblent s'imposer par les dangers écologiques. Il paraît parfois que l'humanité est très près de la limite - si elle ne l'a pas déjà dépassée - ou la détérioration de l'environnement devient irréversible. Il est vrai que l'industrialisation, le progrès technique et la hausse du niveau de vie contribuent bien plus à la pollution de l'air, de l'eau et de la terre que l'augmentation de la population. Mais il faut, en même temps admettre, que le seul espoir de résoudre le problème de l'écologie réside dans le futur progrès de la science et de la technologie, tandis que le futur accroissement de la population n'a absolument rien à contribuer à la solution de ce problème.

Malgré cette difficulté d'établir une limite à la croissance de l'affectif de la race humaine, il est insensé de contester son existence. Il est vrai que l'expérience de certains petits coins du monde semble souvent créer l'impression comme si les limites n'existaient pas. Par exemple, les experts de l'administration britannique de la Palestine prétendaient que la capacité d'absorption d'immigrants de ce pays était limitée à quelques dizaines de milliers par an, quand la population totale de la Palestine dépassait à peine un million... et aujourd'hui le même territoire en héberge plus de 4 millions. Pour expliquer ce développement on prétend souvent que

seul l'exode d'une grande partie de la population arabe du territoire, qui devint dans la suite l'Etat d'Israël, a fait la place pour les immigrants juifs. Mais, en fait, à peu près 600,000 arabes ont quitté le territoire sur lequel se sont établis plus de 2 millions de juifs. Et encore, la plus grande partie de ce territoire - à savoir tout le désert et le semi-désert du sud d'Israël, le Negev - est jusqu'à ce jour pratiquement vide d'habitant. Il vaut la peine de mentionner, à ce propos, que simultanément avec la croissance énorme de la population d'Israël, nous avons pu observer un développement économique encore plus impressionnant, et ceci contrairement à la théorie que l'accroissement rapide de la population présente un vigoureux frein, voire un insurmontable obstacle au progrès économique.

Il faut, évidemment, très bien se garder de tirer d'une telle unique expérience, la conclusion que toujours et partout il reste de la place pour doubler, tripler et quadrupler la population. Si cela se fait dans une région limitée, les ressources du reste du monde n'en seront pas sérieusement touchées et au contraire, ce sont parfois elles qui rendent le miracle possible. En outre, dans le cas que je viens de décrire, la concentration de la population fut la conséquence d'une redistribution de la population du monde plutôt que de son accroissement. Une telle redistribution apporte souvent un soulagement à des pressions - économiques, sociales, politiques et autres - et contribue de cette façon au bien-être de tous. Mais le plus souvent, des obstacles politiques s'opposent aux migrations, même là où tous ceux qui en seraient touchés en profiteraient; - les habitants du pays d'émigration, les migrants eux-mêmes et les habitants des pays d'immigration.

La conférence de Bucarest a très clairement exprimé sa préférence pour une solution des problèmes à l'aide de la redistribution des ressources plutôt que les hommes. Il est vrai qu'elle a hésité à recommander strictement de telles mesures, probablement parce que le délégué du Brésil avait osé avouer franchement que son pays n'est pas prêt à mettre à la disposition des autres la moindre partie de sa plus précieuse ressource: son territoire national. Mais samedi dernier, une autre réunion organisée par les Nations Unies qui s'est tenue à Cocoyoc au Mexique, a adopté exactement cette résolution: seule la redistribution des richesses du monde et de ses ressources, peut sauver une large partie du monde de sa misère...

La conférence de Bucarest était, en principe, de la même opinion, elle l'a seulement formulée en des termes un peu différents: seuls a-t-elle résolu, le droit à une jouissance plus équitable de toute les richesses de notre monde, un nouvel ordre économique mondial, la libération de tous les pays du colonialisme, du néocolonialisme et de toute autre espèce de domination étrangère, permettent de résoudre le problème.

L'importance de cette résolution réside dans le fait qu'elle reconnaît l'existence d'un problème de la population. Du moment qu'on accepte ce principe, il est évident qu'il faut étudier le problème, l'expliquer et en chercher une solution. De ce point de vue, la Conférence de Bucarest a certainement atteint son objectif. Je suis sûr que chacun des 150 pays représentés à la conférence a déjà reçu, par l'intermédiaire de ses représentants, le message que la population présente dans chaque pays du monde un problème digne d'être le sujet d'une conférence mondiale et trop important pour être simplement ignoré. En outre, la conférence a affirmé et réaffirmé que le problème de la population présente des aspects très différents - dans les différents pays du monde, - et que chaque pays doit étudier son propre problème et y trouver ses propres solutions. Voilà donc encore un message que les délégués ont certainement ramené chez eux.

Dans un autre sens, la conférence de Bucarest a certainement échoué. Ont été déçus tous ceux, parmi les organisateurs et les pays représentés, qui avaient espéré que la conférence recommande aux pays membres de l'ONU de se lancer, immédiatement après la conférence, dans des activités énergiques pour résoudre les problèmes de leur population ou, au moins, pour les alléger. Quoique la conférence ait reconnu que le problème de la population peut se présenter soit sous la forme de pression due au sur-peuplement soit sous celle de difficultés dues à la dénatalité et au sous-peuplement, elle a refusé d'affirmer que la solution du problème pourrait faire une contribution importante à l'amélioration des conditions économiques et sociales dans les pays en voie de développement, et elle n'a pas même accepté l'idée que l'allègement des problèmes de la population créerait des conditions plus favorables au développement. Au contraire, la conférence n'a vu les choses que dans le sens inverse et elle était déterminée à proclamer que le développement économique et le progrès social sont les conditions nécessaires voire suffisantes pour la solution des problèmes de la population.

Si la conférence a raison ou non - je n'ose pas juger. Mais il n'y a aucun doute que la conférence a renvoyé la balle à la science. Nous, démographes et les organisateurs de la conférence, étions convaincus qu'après deux conférences mondiales sur la population, celle de Rome de 1954 et celle de Belgrade de 1965, où tous les aspects techniques et scientifiques du problème furent discutées et un certain consensus s'était établi entre les chercheurs du monde entier, le moment était venu de passer à l'action. Et c'est dans cette intention que les Nations Unies avaient invité les nations membres à se rassembler à Bucarest et d'adopter un Plan d'Action Mondial de la Population. Un tel plan fut en effet adopté. Mais la leçon principale de ce plan est de mettre en doute l'importance du facteur population dans le progrès de l'humanité vers le bonheur et le bien-être et de mettre l'accent sur l'organisation politique à l'intérieur de chaque pays aussi bien qu'entre les différents pays. Lorsque cette organisation sera plus juste, plus humaine et plus équitable le problème de la population se ré-

soudra de lui-même ou pourra être résolu sans difficulté. Il devient donc de nouveau le devoir de la science de trouver de plus rigoureuses preuves, des arguments plus convaincants, des évidences plus impressionnantes de l'hypothèse que l'arrêt de la croissance de la population mondiale et de certains pays en voie de développement, la croissance plus rapide dans d'autres pays et la croissance plus lente dans un troisième groupe seraient en effet propice à leur plus rapide développement, à éviter la dégradation de l'environnement et à préparer l'humanité à la croissance zéro à laquelle elle devra finalement s'adapter.

Voilà donc ma réponse à la question que nous nous sommes posée: Après Bucarest - quoi?

Pour la science: un nouvel effort de recherche théorique et appliquée.

Pour moi-même : de diriger un séminaire de recherche sur les relations entre l'accroissement de la population et le développement économique et social, ici même, à l'Université de Montréal.

Pour les nations membres des Nations Unies: un Plan d'Action Mondial de la Population qui n'oblige à rien en se bornant à recommander aux gouvernements de continuer à faire, dans le domaine de la population, comme bon leur semble ou même de ne rien faire.

Et pour les masses affamées du Bangla Desh, de l'Afrique touchée par la sécheresse, de l'Inde appauvrie par la surpopulation - rien de nouveau: ni plan, ni action, ni même un simple message d'encouragement. Tout ce que Bucarest avait à leur dire se résume, peut-être dans une seule tautologie: la pénurie n'est pas une conséquence de l'explosion de la population mais plutôt sa cause. Il est donc impossible de déclencher le progrès en arrêtant simplement la croissance de la population et seul le développement économique, politique et social pourra sauver les peuples des pays sous-développés de leur misère.

Helmut Musham  
Université Hébraïque  
de Jérusalem